

Itw M. Schiffer, un des responsables de l'Ong Usaid en Ouganda (John Mac Guire - trad. de Kamel Djaider) :
Diffusée la veille au soir

649/ Afrique midi (1994 JAF 0144 A) - 24 mai 1994

P = Danielle Lefèvre

T = De violents tirs d'artillerie ce matin à Kigali. Les combats ont failli empêcher l'arrivée dans la ville de l'émissaire de l'Onu...

P : Plusieurs milliers de personnes tentaient ce matin de fuir Kigali, apparemment par peur d'une chute de la capitale rwandaise aux mains du FPR. Selon des responsables des organisations humanitaires sur place, les gens qui tentent de partir craignent des représailles ou des actes de violence de la part de la rébellion.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«Finalement, l'émissaire spécial de l'Onu a bien pu arriver en fin de matinée mais il s'en est fallu de très peu que son arrivée soit reportée... La trêve a été de très courte durée... Hier le siège de l'Onu recevait dans l'après-midi au moins cinq obus de mortier... En tout cas, les discussions d'hier ont porté avec le FPR ont porté sur trois points : la neutralité de l'aéroport... le cessez le feu... la composition et le rôle des renforts de l'Onu... Le FPR estime que 2 000 à 2 500 casques bleus supplémentaires seraient bien suffisants pour jouer un rôle strictement humanitaire puisqu'ils ne veulent pas d'une force d'interposition. »

Corr. de Laurent Mossu de Genève :

« Les auteurs des atrocités doivent savoir qu'ils devront répondre de leurs actes devant la communauté internationale... La commission des droits de l'homme parle de génocide et veut déférer les coupables en justice. L'horreur et la volonté de réagir nous ont réuni ici, a affirmé le ministre français des Affaires humanitaires. Mme Michaux-Chevry s'est ainsi interrogé sur l'attitude tant des autorités gouvernementales que du FPR, qui se garde bien, dira-t-elle, de condamner les massacres encore commis aujourd'hui dans les territoires sous leur contrôle. Il nous faut donner un coup d'arrêt à ce voyage au bout de l'horreur, ont affirmé le Haut commissaire aux droits de l'homme ou le secrétaire général de l'Oua, dans un message d'une extrême fermeté... »

P : Amnesty international a sorti hier un rapport accusant les FAR et le gouvernement d'avoir incité, commis et trouvé des excuses aux tueries de masse... Amnesty ajoute que la majorité des victimes ont été tuées alors qu'elles n'étaient pas armées ou qu'elles étaient bloquées dans des églises ou d'autres lieux publics, où elles espéraient être protégées. Amnesty déclare enfin disposer d'informations à propos de tueries de partisans gouvernementaux par des combattants du FPR, bien que cela n'ait pas atteint du tout la même échelle, fin de citation du rapport d'Amnesty international.

650/ Afrique soir (1994 JAF 0144 D) - 24 mai 1994

P = Yves Rocle

T = La trêve n'est pas respectée à Kigali mais l'émissaire de l'Onu a tout de même pu atterrir ce matin.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«La Minuar essaye de prolonger d'un jour la trêve qui doit expirer ce soir. Mais cette trêve a-t-elle vraiment eu lieu ? ... Elle n'a fait qu'être violée... Dans le reste du pays, la trêve n'est pas plus respectée... Au milieu de ce chaos, l'émissaire des Nations unies ne baisse pas les bras... »

Corr. de Laurent Mossu de Genève :

« Désignation d'un rapporteur spécial censé présenter une première analyse dans les quatre semaines, constitution d'un groupe d'observateurs des droits de l'homme appelés à surveiller la situation dans le pays, tels sont les objectifs immédiats de la communauté internationale au Rwanda... A la Commission on souligne aujourd'hui que les deux camps devront rendre des comptes et l'on s'étonne du silence observé par les autorités gouvernementales et les responsables du FPR face aux exactions commises par leurs propres gens. »

P : ... Lucette Michaux-Chevry a stigmatisé aujourd'hui, je cite, les massacres de Tutsi et Hutu proches de l'opposition par des éléments de la Garde présidentielle et des troupes rwandaises. Lucette Michaux-Chevry qui parle une nouvelle fois de génocide et qui demande que les responsables qui ont incité aux massacres soient identifiés, jugés et condamnés... Kofi Annan semble découragé... Quelques pays africains, huit au total, ont tout de même promis de faire partie de cette mission...

- Journaux Afrique du 25 mai 94 (1994 JAF 0145)

651/ Afrique matin (1994 JAF 0145 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Après Kigali et le nord du pays, dernière étape aujourd'hui pour la visite de l'émissaire de l'Onu, Gitarama, le siège du gouvernement provisoire. On saura dans les heures qui viennent s'il a obtenu une prolongation de la trêve, une trêve bien malmenée ces derniers 24 heures.

Pap. de Dominique de Courcelles :

Diffusé la veille au soir

Itw de Kofi Annan, secrétaire général adjoint de l'Onu (Pierre Cayrol) :

«C'est vrai que pour l'instant les volontaires ne se bousculent pas... A la date d'aujourd'hui, nous avons trois promesses fermes qui viennent du Ghana, du Sénégal et de l'Ethiopie... »

Corr. de Laurent Mossu de Genève :

Diffusée la veille à midi

652/ Afrique midi (1994 JAF 0145 C) - 25 mai 1994

P = Donaig Le Du

T = Deux personnes ont été tuées ce matin par l'explosion d'un obus au siège du CICR à Kigali. Les vols humanitaires ont été annulés. L'avion avait été touché à l'atterrissage. Pendant ce temps, à la Commission des droits de l'homme à Genève, on débat de la création d'un éventuel tribunal pour juger les responsables des massacres au Rwanda.

Corr. de Thierry Perret de Genève :

«... Ce sont les Ong qui ont pris la parole aujourd'hui à Genève... Les non gouvernementaux réclament tous sans détour une désignation claire des responsables des massacres au Rwanda... Beaucoup d'observateurs ne cachent pas déjà leur frustration devant le déroulement de cette première réunion à se tenir au niveau international sur le drame rwandais. Le rituel onusien et le langage diplomatique de rigueur apparaissent pour certains très décourageant. Ce rituel et

ses règles immuables qui ont empêché le représentant du FPR de prendre la parole alors que deux ministres du gouvernement rwandais siègent à part entière. »

Itw d'Adama Dieng, président de la Commission internationale des juristes (Thierry Perret) :

«... Nous avons lancé un appel pour que soit mis en place un tribunal chargé de juger les auteurs des crimes contre l'humanité...commis sur le territoire rwandais... »

Itw de Jacques Bihozagara, un des responsables du FPR, de Genève (Thierry Perret) :

« J'attendais pouvoir participer dans la mesure où le FPR est un des signataires des accords de paix d'Arusha... »

(Q. de T. P. : Le FPR facilitera la mission du rapporteur spécial du groupe d'observateurs ?)

Nous avons toujours facilité les missions des observateurs... Mais à la lumière de ce qui vient de se passer ici... nous pensons que la communauté internationale devrait aussi s'adapter aux conditions et aux réalités. »

Invité : Eddy Hanabi (?), directeur du département Afrique des Nations unies

Itw d'Eddy Hanabi (?), directeur du département Afrique des Nations unies (Pierre Cayrol) :

« ... Il faut que ces troupes soient convenablement équipées de façon à minimiser les risques encourus.

(Q. de P. C. : Oui mais avant de les équiper, ça peut peut-être durer longtemps ?

On n'espère que ça ne durera pas longtemps parce que plus on attend

(Q. de P. C. : Et plus les gens meurent ?)

Et moins ça sera utile... Si on attend trop longtemps, l'intervention sera d'une utilité moindre... »

653/ Afrique soir (1994 JAF 0145 D) - 25 mai 1994

P = Yves Rocle

T = Le médiateur des Nations unies optimiste. Il a rencontré aujourd'hui le gouvernement intérimaire. Sa priorité est un cessez le feu. Les combats sont toujours aussi violents à Kigali...

P : ... Depuis la chute de l'aéroport et du camp de Kanombe, les tirs de mortier se sont rapprochés de la ville et des milliers d'habitants de la ville continuent à fuir. Sur place à Kigali, nous rejoignons notre envoyée spéciale, Monique Mas. Elle vient tout juste de visiter ce fameux camp de Kanombe.

Corr. de Monique Mas de Kigali :

«... Pour le FPR, Kanombe c'est la prise du dépôt central de munitions de l'armée gouvernementale... de quoi se battre pendant plusieurs semaines. Egalement une vingtaine de batteries anti-aériennes et une dizaine de mortiers de gros calibre, dont un canon de 105, un canon français inconnu dans la région il y a peu. Un canon si impressionnant par sa portée, sa capacité explosive, que les soldats du FPR l'ont rebaptisé en kinyarwanda d'un nom qui signifie « celui qui peut détruire une montagne ». Le FPR déclare qu'il a déjà acheminé l'essentiel de ce matériel à ses troupes... »

P : Pour rejoindre Kigali, Monique Mas a traversé les zones occupées dans le nord du pays par le FPR.

Corr. de Monique Mas :

«... Les autorités civiles et militaires du FPR sont aussi en force à une trentaine de kilomètres de là, à Byumba. Avec eux, des rescapés des tueries, citoyens ordinaires ou leaders de l'opposition. La route se transforme en piste pour rejoindre l'hôpital de Gayini (?), plein sud. Quelques 150 civils s'y remettent lentement de leurs blessures d'avril. Des femmes, des enfants frappés à coup de machette, parfois retrouvés sous d'immenses tas de cadavres. Par exemple, un bébé d'un mois tétait encore sa mère morte depuis trois jours. Beaucoup d'enfants ont été retrouvés par le FPR errant hagards dans les champs. Des centaines de réfugiés sont encore regroupés dans des écoles, d'autres ont regagné leur maison dans les collines. Hutu et Tutsi tentent de reprendre le travail des champs. Le contrôle du FPR semble dissuader les miliciens qui se sont fondus dans la population. Quelques kilomètres plus au sud de Gayini, Rwamagana a perdu des milliers d'habitants avant l'arrivée du FPR... Des réfugiés continuent d'arriver de la capitale pour se mettre à l'abri derrière le FPR... »

Corr. de Thierry Perret de Genève :

«On retiendra de tout d'abord des résolutions de la conférence de Genève une sévère condamnation des autorités rwandaises... A ce propos l'utilisation du terme génocide n'a pas été retenu mais la conférence a reconnu qu'il y avait eu au Rwanda des actes de génocide... Subtilité également sur une autre question cruciale. La conférence ne s'est pas prononcée sur un tribunal international... Mais ces responsables devront être jugés, a-t-on conclu prudemment... »

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

«M. Boutros-Ghali est scandalisé par ce qui se passe au Rwanda. Il a le sentiment d'avoir échoué et il le dit. Il a même tenu une conférence de presse pour crier haut et fort son indignation. Le secrétaire général des Nations unies a qualifié de scandale la poursuite de ce qu'il a appelé un génocide au Rwanda. « Nous reconnaissons que le Rwanda est un échec pour l'Onu et pour l'ensemble de la communauté internationale... Nous sommes tous responsables, non seulement les grandes

puissances mais également les pays africains, les Ong, toute la communauté internationale. Je le dis avec humilité, a encore confessé M. Boutros-Ghali. J'ai supplié des chefs d'Etat d'envoyer des troupes au Rwanda mais j'ai échoué »... Conclusion désespérée de Boutros-Ghali, « le monde se fiche pas mal de ce qui se passe au Rwanda, quelle honte ! ».

Invité : Alexis Kanyarengwe, président du FPR

Itw d' Alexis Kanyarengwe, président du FPR (Monique Mas) :

« ...Nous avons estimé qu'un effectif de 2 000 personnes suffirait.

(Q. de M. M. : En fait vous redoutez que cette force humanitaire se transforme en force d'interposition ?)

Il ne serait pas impossible que l'une ou l'autre personnalité demande à ce qu'elle soit détournée de sa mission. Mais cela ne nous fait pas peur... Si jamais cela devait se passer, nous prendrions nos dispositions. En tout cas nous insistons pour que cette force ne dépasse pas 2 000.

(Q. de M. M. : Concrètement qu'est-ce qui va se passer ? Vous détenez l'aéroport de Kanombe. Est-ce que vous êtes d'accord pour en donner le contrôle à l'Onu ?)

...Nous avons trouvé que nous devons garder l'aéroport sous notre contrôle et en assurer la sécurité et le mettre à disposition pour toute activité utile des Nations unies...

(Q. de M. M. : La communauté internationale vous presse en fin de compte d'arrêter la guerre, d'entrer dans une phase de cessez le feu. Qu'est-ce qui pourrait vous décider à arrêter la guerre ? Quelles sont vos conditions ?)

Nous aurions aimé que la communauté internationale nous ait aidés à arrêter la guerre le premier jour lors des massacres... Là, nous avons vraiment un besoin urgent pour arrêter les massacres mais tout ce que la communauté internationale a fait, c'est de se presser pour leurs ressortissants, de s'en aller, de nous tourner le dos... C'est maintenant que la communauté internationale s'indigne de ces massacres... Pour nous, nous pensons que la communauté internationale nous a abandonnés. »

- Journaux Afrique du 26 mai 94 (1994 JAF 0146)

654/ Afrique midi (1994 JAF 0146 C)

P = Donaig Le Du

T = C'est le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, René Degni-Ségué, qui sera chargé d'enquêter pour le compte des Nations unies sur les massacres au Rwanda. Il y a quatre semaines pour faire son rapport. Pendant ce temps-là, les combats continuent...

Corr. de Thierry Perret de Genève :

« Les réactions des Ong présentes à la conférence de Genève ont été, on pouvait s'y attendre, très réservées. Le style diplomatique et la prudence dans l'élaboration d'un texte qui est avant tout un texte de compromis leur ont paru bien sûr inadapté au drame que connaît le Rwanda...Mais tous les participants n'étaient pas tous aussi négatifs. On a relevé des prises de position parfois très fermes malgré les nuances du langage onusien. Parmi plusieurs délégations officielles, on peut citer la Belgique et le Canada. Le discours français a semblé s'être précisé aux yeux des observateurs... »

P : L'idée de la création d'un tribunal international est pour l'instant éludée...

Itw de Eric Gillet, représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme (Thierry Perret) :

«... Il serait dès lors plus facile de mettre sur pied un tribunal pénal ad hoc... chargé de juger les crimes commis avant et après le 6 avril 94. »

Invité : Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné par les accords d'Arusha. Il est à Paris pour une série de consultations avec les autorités françaises.

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné (Donaig Le Du) :

(Q. de D. le D. : Que pensez-vous de la déclaration de Boutros Boutros-Ghali hier soir ? On l'a vu très désemparé, très désespéré face à la situation de votre pays.)

... Son découragement ne devrait pas être le nôtre...

(Q. de D. le D. : Quand Boutros Boutros-Ghali dit c'est un échec pour la communauté internationale parce qu'elle n'a rien fait. Vous partagez cette opinion ?)

Je partage cette opinion... On se demande si les gens ne sont plus sensibles...

(Q. de D. le D. : La nomination d'un rapporteur spécial sur les massacres, ça vous inspire quoi ?)

Ce n'est qu'un début mais je ne suis pas du tout satisfait et je ne suis pas le seul...

Nous continuerons toujours à exercer une pression sur la communauté internationale afin que ce tribunal puisse être institué... Autrement nous sommes en train d'encourager les massacreurs.

(Q. de D. le D. : On parle de l'envoi de 5 500 casques bleus et visiblement ces casques bleus, on les cherche. Là encore, personne ou presque personne ne propose d'envoyer des contingents ?)

C'est plutôt un manque de volonté... C'est un échec...

(Q. de D. le D. : Parlons de la situation sur le terrain et parlons de la guerre puisque il y a les massacres et la guerre. Est-ce qu'il y a autre chose d'envisageable que la situation militaire ? On a l'impression que le FPR est en train de gagner du terrain.)

... Le FPR, qui contrôle l'aéroport de Kanombe et qui contrôle la caserne la plus importante du pays, devrait se dire qu'il est temps, à ce que l'autre côté puisse

répondre favorablement en respectant les conditions du FPR l'arrêt des massacres, s'asseoir et résoudre ensemble ce problème rwandais...

(Q. de D. le D. : Est-ce que les accords d'Arusha sont définitivement enterrés aujourd'hui ? Est-ce qu'il est encore possible de discuter ?)

Ce n'est pas mon point de vue et fort heureusement ce n'est pas le point de vue des autres acteurs politiques.

(Q. de D. le D. : Vous acceptez de parler avec qui maintenant ?)

Je préfère parler avec tous ceux qui sont intéressés par la situation qui prévaut dans mon pays, c'est-à-dire parler avec le FPR, avec les Forces démocratiques de changement et pourquoi pas essayer de trouver des modérés qui se trouvent dans ces partis qui ont entrepris les massacres, le MRND et la CDR.

(Q. de D. le D. : Quel peut être votre rôle à vous ? Comment l'envisagez-vous dans les prochaines semaines ?)

Je dois entreprendre des consultations et c'est déjà chose faite avec les partis démocratiques de changement et aussi nous avons tout de même des entretiens avec les membres du comité exécutif du FPR...

(Q. de Muriel Pomponne : Il semble que le FPR soit complètement hostile à un quelconque dialogue avec le MRND ou la CDR. Vous-même en revanche, vous êtes favorable à ce dialogue ?)

Le dialogue que j'engage, ce n'est pas avec le parti. Je l'engagerai avec les gens qui ont manifesté une certaine modération, qui n'ont pas participé aux massacres...

(Q. de Muriel Pomponne : Quel devra être le rôle précis de ces casques bleus parce que là aussi, il y a polémique avec le FPR qui ne veut pas une force d'interposition ?)

Le FPR ne veut pas de force d'interposition, moi-même je ne veux pas de force d'interposition. Mais ce qui est très heureux, c'est le FPR hier ait accepté à New York que cette force de 5 500 hommes puisse arriver au Rwanda, s'occuper d'abord de surveiller, d'assurer la sécurité aux zones qui seraient déterminées, aux couloirs qui serviraient à l'aide alimentaire et troisièmement répliquer quand il y a des attaques des milices. Sinon, nous ne voyons pas l'objet de cette mission-là.

(Q. de Muriel Pomponne : Quelles sont vos relations avec les autorités françaises actuellement ?)

Nos relations s'arrêtent au niveau des informations parce que je suis témoin de ce qui s'est passé dans mon pays. J'ai donné des informations suffisantes et j'ai posé des questions concrètes quant à cette situation. Il m'a été répondu par exemple que la France ne fournissait plus d'armes à l'armée rwandaise. »

655/ Afrique soir (1994 JAF 0146 D) - 26 mai 1994

P = Yves Roche

T = Le FPR et les FAR devraient se rencontrer lundi à Kigali pour négocier un cessez le feu.

P : Le FP poursuit sa progression. Des milliers de personnes, dont selon des témoins de nombreux militaires, fuient en direction du sud...

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Finalement, l'émissaire de l'Onu est revenu du QG du FPR avec la promesse d'une rencontre entre les deux parties lundi à Kigali. Une rencontre en vue d'un éventuel cessez le feu pour lequel le FPR pose toujours comme préalable l'arrêt des massacres. Côté gouvernemental, rien n'a été précisé mais précédemment l'armée avait demandé une démilitarisation de Kigali. Il n'y a pas de combats très importants en centre ville... L'essentiel de ces combats se passent dans la partie ouest de Kigali et au sud de cette zone, qui est le cœur de la capitale... »

P : René Degni-Ségui a déclaré aujourd'hui qu'il souhaitait l'instauration d'un tribunal international pour juger les responsables des massacres...

Itw de Stanislas Mbonampeka, un des représentants du gouvernement intérimaire, de Genève (Thierry Perret) :

« ... Toutes les autorités rwandaises disent que s'il faut une commission d'enquête, qu'elle vienne et qu'elle voit. Qu'elle voit ce qui s'est passé. En somme, il y a une intoxication de la part du FPR, de la part de quelques amis du FPR, de certains pays occidentaux, même les médias occidentaux, qui sont peut être du côté du FPR, qui amplifient les choses, qui transforment les choses. Mais le gouvernement, d'après ses déclarations et d'après ce que je vois, le gouvernement ne craint rien. Cette commission sera la bienvenue et elle pourra aller où elle veut aller contrairement à ce qui se passe au FPR. »

Invité : Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné par les accords d'Arusha.

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné (Donaig Le Du) :

Extrait diffusé :

« ... Le FPR, qui contrôle l'aéroport de Kanombe et qui contrôle la caserne la plus importante du pays, devrait se dire qu'il est temps, à ce que l'autre côté puisse répondre favorablement en respectant les conditions du FPR l'arrêt des massacres, s'asseoir et résoudre ensemble ce problème rwandais... »

(Q. de D. le D. : Est-ce que les accords d'Arusha sont définitivement enterrés aujourd'hui ? Est-ce qu'il est encore possible de discuter ?)

Ce n'est pas mon point de vue et fort heureusement ce n'est pas le point de vue des autres acteurs politiques.

(Q. de D. le D. : Vous acceptez de parler avec qui maintenant ?)

Je préfère parler avec tous ceux qui sont intéressés pas la situation qui prévaut dans mon pays, c'est-à-dire parler avec le FPR, avec les Forces démocratiques de changement et pourquoi pas essayer de trouver des modérés qui se trouvent dans ces partis qui ont entrepris les massacres, le MRND et la CDR.

(Q. de D. le D. : Quel peut être votre rôle à vous ? Comment l'envisagez-vous dans les prochaines semaines ?)

Je dois entreprendre des consultations et c'est déjà chose faite avec les partis démocratiques de changement et aussi nous avons tout de même des entretiens avec les membres du comité exécutif du FPR...

(Q. de Muriel Pomponne : Il semble que le FPR soit complètement hostile à un quelconque dialogue avec le MRND ou la CDR. Vous-même en revanche, vous êtes favorable à ce dialogue ?)

Le dialogue que j'engage, ce n'est pas avec le parti. Je l'engagerai avec les gens qui ont manifesté une certaine modération, qui n'ont pas participé aux massacres...

(Q. de Muriel Pomponne : Quel devra être le rôle précis de ces casques bleus parce que là aussi, il y a polémique avec le FPR qui ne veut pas une force d'interposition ?)

Le FPR ne veut pas de force d'interposition, moi-même je ne veux pas de force d'interposition. Mais ce qui est très heureux, c'est le FPR hier ait accepté à New York que cette force de 5 500 hommes puisse arriver au Rwanda, s'occuper d'abord de surveiller, d'assurer la sécurité aux zones qui seraient déterminées, aux couloirs qui serviraient à l'aide alimentaire et troisièmement répliquer quand il y a des attaques des milices. Sinon, nous ne voyons pas l'objet de cette mission-là. »

- Journaux Afrique du 27 mai 94 (1994 JAF 0147)

656/ Afrique matin (1994 JAF 0147 A)

P = Danielle Lefèvre

T = L'envoyé de l'Onu obtient pour lundi une rencontre à Kigali FPR-FAR. L'avancée du FPR a jeté sur les routes une nouvelle vague de réfugiés.

Corr. de Monique Mas de Kigali :

Diffusée la veille au soir

P : ... A noter que si le gouvernement intérimaire a donné son accord pour la rencontre de lundi, il continue à affirmer qu'il ne pourra pas y avoir de négociations politiques tant que le FPR ne le reconnaît pas et refusera de le rencontrer. Le Premier ministre par intérim, Jean Kambanda, a par ailleurs réaffirmé qu'il était certain que l'Ouganda qui veut, dit-il, créer dans la région un empire tutsi, continue d'apporter un soutien technique et militaire au FR. Ce que le président ougandais a encore démenti hier depuis Vienne...

657/ Afrique midi (1994 JAF 0147 C) - 27 mai 1994

P = Donaig Le Du

T = Les chefs militaires du FPR et des FAR devraient en principe se rencontrer lundi à Kigali sous l'égide de l'Onu pour discuter d'un éventuel cessez le feu. Pendant ce temps, les rebelles semblent gagner du terrain dans la capitale et l'exode de ses habitants prend une tournure dramatique.

P : ... Selon les Nations unies, les milices hutues auraient déserté bon nombre de barrages dans la ville...

Pap. de Thierry Perret :

« Cet accord de principe obtenu par Iqbal Riza est encore une victoire fragile car les combats vont probablement se poursuivre au moins jusqu'à la semaine prochaine... Face à cette progression continue du FPR et face à la déroute des FAR, l'exode des habitants de Kigali a pris un tour dramatique. La ville achève de se vider. Des centaines de milliers de gens, peut être un million selon le CICR, en majorité de la communauté hutue, fuient en désordre sur les routes du centre et du sud du pays. Des camps improvisés se forment, partout la peur, le dénuement. Encore des déplacés, encore des réfugiés, alors que la situation humanitaire dans les camps frontaliers des pays voisins est toujours insoutenable... »

P : ... Mais il ne faut pas oublier les milliers de civils réfugiés depuis la mi-avril en plusieurs points de Kigali. Ils s'entassent dans des églises, des hôtels ou dans le stade Amahoro, où notre envoyée spéciale a pu se rendre.

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Plus de 8 000 personnes sont à la limite de la survie au stade Amahoro. Les premiers cas de choléra viennent de se déclarer. Une menace de plus pour cette population mal nourrie, entassée au mieux sous les arcades extérieures du stade ou dans les vestiaires, ou pire, dehors, sous la pluie, parfois torrentielle. Au stade Amahoro, c'est toute la misère du monde qui se serre autour de braseros qui brûlent les yeux. La misère d'innombrables orphelins qui ont vu la mort en face. Celle de ces Tutsi, de ces Hutu, de ces Twa, les trois communautés du Rwanda réunies ici pour le pire. Alors, dit Aurore, une jeune réfugiée, on essaie de ne pas se faire trop de mal et même aussi de se faire du bien pour que demain soit meilleur». Mais demain paraît bien loin au son du canon et puis aujourd'hui, c'est trois kilomètres pour trouver un peu d'eau. Pas grand-chose pour la transporter. Encore moins à manger quand on peut encore arriver à trouver haricots et manioc dans un champ pas trop loin. Car les rations de la Croix rouge viennent à manquer, la disette est déjà là, le manque d'hygiène, l'absence de latrines, la multiplication des maladies de toute sorte menacent de faire le reste. »

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères (Noëlle Velly) :

« Nous n'avons pas proposé l'envoi de casques bleus français. On ne nous l'a pas demandé. Le secrétariat général des Nations unies ne nous l'a pas demandé. Je constate que l'une des parties en présence ne veut pas que nous participions. Nous en prenons acte. Ce que fait la France, et de ce point de vue elle a été exemplaire, peu de pays ont fait aussi vite et aussi fort qu'elle. Aider les réfugiés, mettre en place un dispositif humanitaire

(Q. de N. V. : Mais sur le plan politique, si le FPR prend le pouvoir, qu'entendez-vous faire pour améliorer un petit peu les relations ?)

Si le FPR prend le pouvoir, il faudra un accord et une réconciliation entre toutes les parties. C'est ce que la France a essayé de faire avec succès l'année dernière lorsque les accords d'Arusha ont été conclus. Ces accords reposaient sur l'idée d'un partage du pouvoir entre les différents, comment dire, partis, qui représentent la population rwandaise. On ne s'en sortira pas autrement. Il y a bien un moment où, après un cessez le feu, il faudra à nouveau discuter d'un accord politique. Je suis persuadé que l'on se rendra compte à ce moment-là que la France peut être utile. »

P : Déclaration de Michel Roussin, ministre de la Coopération. Il affirme que le drame du Rwanda est la plus grande catastrophe humanitaire de cette fin de siècle.

658/ Afrique soir (1994 JAF 0147 D) - 27 mai 1994

P = Yves Rocle

T = A leur tour, les miliciens quittent la capitale. Le FPR affirme contrôler la moitié du pays. Le nouvel exode en cours inquiète le HCR. L'Onu a commencé à évacuer les personnes qui avaient trouvé refuge dans un stade et un hôtel de Kigali au début des combats.

Pap. de Muriel Pomponne :

« Les troupes du FPR semblent poursuivre leur progression vers le sud. Ils se trouveraient à l'heure actuelle vers le centre du pays... La population de Kigali est en fuite. Les soldats et les miliciens, ceux-là même qui ont semé la terreur en ville, se retrouvent sur les routes vers le sud. Dans leur fuite, ces miliciens n'en continuent pas moins à contrôler les voitures et à faire la chasse à ceux qu'ils considèrent comme des rebelles ou des complices des rebelles. A l'intérieur de la capitale, ce sont les gendarmes qui ont pris sur les barrages la place des miliciens. Les combats, qui ont été très intenses pendant la nuit, ont été moins violents pendant la journée. Ce qui a permis aux casques bleus d'évacuer plusieurs centaines de civils pris au piège à Kigali. Plus d'une centaine de Tutsi réfugiés dans un hôtel dans une zone tenue par les FAR ont été évacués dans un quartier tenu par la rébellion. Tandis que le même nombre de réfugiés hutus qui trouvaient dans un stade mis à l'abri dans un fief

gouvernemental. C'est la première fois que les Nations unies parviennent à une évacuation aussi importante. L'objectif des casques bleus est de mettre à l'abri le plus possible de civils pour laisser le champ libre aux combattants lorsqu'ils en découdront pour le contrôle de Kigali. »

P : Le FPR affirme aujourd'hui dans une émission de radio qu'il contrôle plus de la moitié du pays... Le président du FPR Alexis Kanyarengwe a lancé un appel aux milices hutues encore dans les zones contrôlées par le FPR pour qu'elles déposent les armes. Et de son côté, un autre message radio du chef militaire du FPR Paul Kagame. Il demande lui aux soldats des FAR de rejoindre les rangs du FPR.

Itw de Christiane Berthiaume, porte-parole du HCR (Assane Diop) :

«... Les rapports les plus alarmants que nous avons en ce moment, ce sont les personnes qui quittent Kigali... Il y aurait des milliers et des milliers de personnes qui quitteraient la ville, qui se dirigerait soit vers le Burundi, soit vers la Tanzanie... »

- Journaux Afrique du 28 mai 94 (1994 JAF 0148)

659/ Afrique matin (1994 JAF 0148 A)

P = Philippe Leymarie

Pap. de Muriel Pomponne :

Diffusé la veille au soir

Itw de Christiane Berthiaume, porte-parole du HCR (Assane Diop) :

Diffusée la veille au soir

P : ... Michel Roussin a réfuté également les accusations contre la politique de son pays à l'égard de l'ancien régime rwandais. « Nous avons, dit-il, des relations convenables avec un président légitimement élu et nous avons récupéré sa famille qui a demandé notre aide dans le cadre de la tradition de la République française. La France, a-t-il ajouté, qui n'a pas armé les auteurs de ces massacres, dont le seul souci a été de rechercher la voie du dialogue, fin de citation.

660/ Afrique midi (1994 JAF 0148 B) - 28 mai 1994

P = Pascal Gauthier

T = Le FPR poursuit son offensive sur Gitarama...

Corr. de Monique Mas de Nyamata :

«Les 24 000 hommes du FPR sont en mouvement. Ils avancent d'est en ouest et remontent sur Kigali... La route franchit la rivière Nyabarango dans une zone de marées et de lacs. L'armée avait fait sauter le pont. Le FPR en a reconstruit un jusqu'à côté... Le FPR contrôle la route jusqu'aux portes de la capitale... Le gouvernement serait aujourd'hui à Kibuye, près du Zaïre... Les soldats du FPR traitent aujourd'hui leurs vaches, un troupeau de 250 têtes. Ils marchent sur Gitarama par le sud. Le front, c'est la route qui relie le sud-ouest du pays à Kigali. Kigali à demi avalé par l'avancée en tenaille du FPR. »

P : Les forces de l'Onu ont profité hier de la baisse d'intensité des combats pour évacuer environ 500 000 civils qui étaient en quelque sorte pris en otage par les combattants. 240 personnes réfugiées dans l'hôtel des Mille Collines, en majorité des Tutsi, ont été transférées dans des zones sous contrôle du FPR...

Itw d'Amori Suede (?), ancien chef du protocole d'Etat et dignitaire hutu, une des personnes évacuées hier de l'hôtel des Mille Collines (Monique Mas) :

«On dit que les Mille Collines serait vidé aujourd'hui... Mais il n'y a pas que les Mille Collines. Nous considérons que nous formons un ensemble de gens qui se trouvent au lycée Notre-Dame et dans d'autres endroits. Il y a encore des gens qui se trouvent dans des trous, dans des plafonds de maison. Je ne pense pas que ces personnes devraient être laissées aux mains des mêmes tueurs.

(Q. de M. M. : Vous pensez que c'est possible d'aider toutes ces personnes ?)

Pour moi, c'est une question de stratégie qui doit être utilisée. Nous souhaitons toujours que ces gens aient la même chance que celle que nous avons eu en arrivant ici. »

P : La pression militaire du FPR sur Kigali a provoqué l'exode de milliers de civils. Beaucoup d'entre eux ont rejoint Gitarama...

Itw de Carole Dubrulle d'AICF de Gitarama (Jacqueline Papet) :

«... On assiste en ce moment à un afflux de gens qui arrivent de Kigali... Il n'y a toujours aucun intervenant sur cette zone Butare-Gitarama.

(Q. de J. P. : ... Est-ce vous pouvez un peu prévoir quels seront les besoins les plus importants, les plus immédiats des enfants ?)

Le besoin immédiat, c'est évidemment l'apport en nourriture. Il n'y a plus aucune distribution alimentaire sur la région... C'est une nouvelle fois un risque de disette, voire de famine... »

P : ... Le Ghana, l'Éthiopie, le Sénégal et le Zimbabwe sont disposés à envoyer des hommes au Rwanda mais ils veulent bénéficier d'une aide matérielle de la communauté internationale. Hier, le président Bill Clinton a promis à Boutros-Ghali que son pays participerait à l'acheminement des casques bleus et qu'il fournirait 50 blindés de transport des troupes.

661/ Afrique soir (1994 JAF 0148 C) - 28 mai 1994

P = Edmond Sadaka

P : ... Nyamata, une des villes martyres du Rwanda. A Nyamata, près de la moitié de la population a été massacrée en l'espace de quelques jours. Symbole de cette souffrance, Fred un adolescent qui vient d'être retrouvé vivant par les hommes du FPR.

Corr. de Monique Mas de Nyamata :

« Il a les yeux de la vie, le corps de la mort. Fred Mulisa (?) a 16 ans. Les soldats du FPR viennent tout juste de le tirer du marais de Nyamata. Une tombe de boue et de vermine que les miliciens ont voulu lui donner pour l'éternité. Ils lui ont coupé un bras et à moitié tranché une jambe. La plaie est affreuse. Son bras sans main tremble. Mais l'enfant squelettique raconte sa sœur morte à ses côtés, après quatre jours d'agonie, les deux jambes coupées à la machette. Fred raconte ses trois semaines de souffrance, d'horreur et de silence. Il a bu de l'eau croupie, mangé de l'herbe et de la terre, étouffé sa douleur pour ne pas ramener ceux qui ont tué tous les siens et des milliers d'autres encore. L'arrivée de Fred à l'hôpital du FPR a glacé d'effroi le petit groupe de blessés, des survivants qui s'approchent. Les yeux de Fred immenses fixent le vide. Sa voix sort d'outre-tombe. Son corps est cadavérique mais Fred est vivant. »

P : Nyamata, où la moitié de la population a été massacrée. Des milliers de Tutsi ou d'opposants hutus ont été abattus par l'armée ou les miliciens en l'espace de quelques jours au moment du déclenchement de la guerre...

Pap. de Chantal Lohro :

«Le soulagement pour 332 Tutsi et 163 Hutu. Depuis le 6 avril, les premiers dans l'hôtel des Mille Collines, les seconds dans le stade Amahoro, vivaient dans la hantise permanente d'être liquidés par les hommes armés qui les encerclaient... »

Itw de Carole Dubrulle d'AICF de Gitarama (Jacqueline Papet) :

« Les Ong au Rwanda sont appelées partout, que ce soit en zone FPR, que ce soit en zone FAR. Tout le monde demande à nouveau l'action des Ong. Ce ne sont pas les casques bleus même s'ils arrivent en double effectif qui pourront nous aider à avoir une action, à mettre en place des programmes d'action humanitaire... »

P : ... Un sommet régional est prévu le 6 juin au Kenya ...

Invité : Amori Suede, ancien chef du protocole d'Etat et dignitaire hutu, une des personnes évacuées hier de l'hôtel des Mille Collines

Itw d'Amori Suede, ancien chef du protocole d'Etat et dignitaire hutu, une des personnes évacuées hier de l'hôtel des Mille Collines (Monique Mas) :

«J'ai vu la mort de près. Les gens sont venus me voir avec des machettes ensanglantées. J'avais un invité chez moi qui a été massacré et jeté dans une fosse en face de chez moi, donc tué en face de moi.

(Q. de M. M. : Qui sont les gens qui étaient au Mille Collines ? Quelle sorte de gens ?)

La population des Mille Collines était composée de gens qui cherchaient à avoir une sécurité primaire, qui est la sécurité physique. Et des gens qui avaient eu un choc psychologique tel. Pour moi, cela était plus insupportable que la faim, le manque d'eau et tout autre peur que l'on pouvait éprouver. Je me suis retrouvé dans une chambre avec quelqu'un qui a perdu toute sa famille. Dans mon cas, j'avais la chance d'avoir ma famille à Nairobi. C'est plus insupportable que tout autre chose.

(Q. de M. M. : Ces gens avaient des raisons particulières pour craindre pour leur vie ?)

Oui parce que la sécurité au Mille Collines était loin d'être optimale. Et puis nous savions que les Interhamwe continuaient à l'extérieur à proférer des menaces. On nous annonçait presque quotidiennement qu'il y aurait une attaque...Le traumatisme était tel que le simple fait de frapper à la porte suffisait à faire sursauter quelqu'un.

(Q. de M. M. : Vous-même vous étiez chef du protocole d'Etat. Vous aviez des raisons politiques de craindre pour votre vie ?)

La mort du président a été un déclic mais c'est une suite de toute une chaîne d'intimidations, de paroles qui vous disaient « Ou vous êtes avec moi ou vous êtes contre moi ». Je savais que la neutralité que j'affichais parfois, souvent. Et de fait que par ma fonction, j'étais en contact permanent avec le FPR. Et que des fois, ma foi pour des motifs personnels, je ne manquais pas d'afficher une appréciation positive souvent, pour les propos, les actes posés, le programme du FPR. Cela suffisait à ce que je sois étiqueté FPR, même si j'étais encore loin de l'adhésion.

(Q. de M. M. : Vous n'êtes pas Tutsi non plus ?)

Je suis un Hutu madame.

(Q. de M. M. : Qu'est-ce que vous espérez maintenant ?)

Maintenant, mon premier souci, à très brève échéance, c'est de rejoindre la famille, les reconforter. Je m'excuse, il y a un peu d'émotion. Les reconforter, recevoir du réconfort de leur part. Et puis ensuite, se mettre à réfléchir sur ce pays. Et on le dit pas assez, qui est maintenant un véritable vacuum, vide sur le plan politique. Le gouvernement n'existe pas... Il n'y a même plus un tissu social, puisqu'il n'y a que la terreur qui prédomine... »

- Journaux Afrique du 29 mai 94 (1994 JAF 0149)

662/ Afrique matin (1994 JAF 0149 A)

P = Philippe Leymarie

Corr. de Monique Mas de Nyamata :

Diffusée la veille au soir

Itw de Carole Dubrulle d'AICF de Gitarama (Jacqueline Papet) :

Diffusée la veille au soir

663/ Afrique midi (1994 JAF 0149 B) - 29 mai 1994

P = Pascal Gauthier

T = 400 000 personnes auraient pris le chemin de l'exode vers le sud du pays. 35 000 personnes sont menacées de famine à Kigali et un orphelinat a été détruit la nuit dernière dans la capitale, six enfants ont été blessés.

Itw de Tony Burgener, porte-parole du CICR (Muriel Pomponne) :

«... Il faut imaginer un grand flot humain. Ces gens, ils n'ont rien à manger, rien à boire.

(Q. de M. P. : Quels sont les problèmes qui se posent pour vous pour les aider ?)

Il y a des problèmes gigantesques... Il y a des déplacés partout au Rwanda... Ca exige maintenant la mise en place d'une logistique gigantesque... »

P : ... Les casques bleus tentent de poursuivre l'évacuation des 6 000 civils qui se sont encore bloqués dans le stade Amahoro et dans l'hôtel des Mille Collines. Jusqu'à présent, la Minuar a réussi à évacuer 700 personnes, Hutu ou Tutsi, vers des zones où elles s'estimaient en sécurité. Enfin, les combattants du FPR, qui ne semblent pas presser de s'emparer définitivement de Kigali, continuent leur progression vers Gitarama...

664/ Afrique soir (1994 JAF 0149 C) - 29 mai 1994

P = Edmond Sadaka

P : Sur le terrain, le FPR ne cesse d'accroître son avantage sur les forces gouvernementales à la veille d'une reprise de pourparlers sur un cessez le feu. Cette avancée des rebelles aurait provoqué la fuite d'une partie des membres gouvernement de Gitarama.

Pap. de Chantal Lohro :

« ... Le porte-parole de la Minuar n'a pas pu préciser si le Premier ministre auto proclamé Jean Kabamda se trouvait parmi les fuyards... Kigali dont on attend maintenant la chute d'un jour à l'autre... »

Itw de Tony Burgener, porte-parole du CICR (Muriel Pomponne) :

Diffusée à midi

P : Sur le chemin de l'exode, il arrive que dans les villages traversés, certaines des victimes reconnaissent leurs bourreaux, des paysans en armes qui ont participé aux massacres...

Corr. de Monique Mas de Gayenyi (?), à l'est de Kigali :

« Ce sont des paysans faméliques, en haillons. Rien ne les distingue les uns des autres. « Ils étaient nos frères, dit un vieil homme. Dans notre lignage, il y a des femmes tutsies. Et eux aussi ont épousé nos sœurs hutues ». Pourtant leurs arcs et leurs flèches, ces paysans les ont pris pour une terrible chasse à l'homme. Leurs machettes aussi. « C'étaient mes voisins, poursuit le plus âgé, on partageait la bière, on travaillait ensemble aux champs, je l'ai découpé à la machette, des va nu pieds comme nous ne pouvons qu'obéir. Les responsables locaux, mes fils aussi m'ont dit de le faire, mes voisins y sont allés, je savais que c'était mal, Dieu jugera ». Lui-même

a été reconnu par un survivant. Les autres ont été attrapés par des rescapés aux alentours d'un camp de réfugiés. Certains portent des coiffures aux couleurs de l'ancien parti unique, rouge, noir, vert. Ils se cachaient croyant que le préfet était toujours vivant et qu'il fallait continuer le massacre, la résistance comme ils disent, contre le FPR mais aussi souvent parce qu'en retour, on leur avait promis la terre des victimes. Il y en a certainement des centaines de milliers comme eux en zone FPR, beaucoup de paysans manipulés, des commanditaires aussi. Certains rescapés ont peur ou crient vengeance. Alors en attendant les tribunaux, l'heure est aux camps de réfugiés mais aussi de prisonniers. »

- Journaux Afrique du 30 mai 94 (1994 JAF 0130)

665/ Afrique matin (1994 JAF 0150 A)

P = Philippe Leymarie

T = Le gouvernement égyptien qui annonce des mesures préventives pour éviter la pollution des eaux du Nil relié au lac Victoria, là où s'entassent par centaines des cadavres rwandais.

Et au Rwanda justement où des officiers supérieurs se rencontrent aujourd'hui sous les auspices de l'Onu pour un éventuel cessez le feu.

Itw de Paul Kagame (Monique Mas - trad. François Picard) :

« Avant toute chose, il faut que l'autre bord arrête de tuer comme il le fait depuis maintenant un bon bout de temps. Plusieurs centaines de milliers de gens sont morts. Nous demandons qu'ils rendent la liberté aux gens qui sont coincés dans Kigali ou ailleurs, pour qu'ils puissent aller où ils le désirent. Ils ne devraient pas garder des gens en otage. C'est notre première condition. Nous insistons là-dessus. Et je sais que l'on insiste beaucoup sur un cessez le feu mais tout ce processus pour résoudre ce problème n'a pas de sens tant qu'il n'y a pas de bonne volonté de leur part. Il faut qu'ils arrêtent de tuer. »

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« ... Le général Kagame voit comme un mauvais augure le blocage de l'évacuation des civils piégés à Kigali. Le dernier groupe de réfugiés de l'hôtel des Mille Collines n'a pas pu en effet regagner dimanche la zone du FPR comme prévu. Selon le général Kagame, c'est la partie gouvernementale qui a bloqué l'opération en exigeant de recevoir autant de réfugiés qu'il n'en part pour le FPR. Un échange de prisonniers de guerre en quelque sorte. Le FPR pose, pour sa part, le principe de l'évacuation des civils hors des zones où ils sont menacés, quelque soit leur nombre. Pour le général Kagame, ces opérations sont aussi le baromètre de la volonté gouvernementale

d'arrêter les massacres. Condition au minimum pour les négociations selon le FPR qui a le vent militaire en poupe. »

P : ... Hormis cette annonce de mesures techniques en Egypte ou ce projet de sommet régional du président kenyan, il faut dire que le drame rwandais suscite assez peu d'échos sur le continent. C'est en tout cas que le sentiment de l'AFP qui a fait le tour de ses bureaux en Afrique et qui parle même d'un assourdissant silence.

Pap. d'Assane Diop :

« Au plan diplomatique, à peine une demi douzaine de pays africains acceptent de participer à la mise sur pied d'une force de 5 500 casques bleus. Excepté la Tanzanie, la plupart des gouvernements des pays voisins du Rwanda paraissent indifférents, souligne l'Afp. Une attitude nuancée cependant par la proposition d'un sommet régional lancé par le président kenyan. Dans son enquête, l'agence fait un rapprochement entre la passivité des dirigeants africains et l'impuissance de l'Oua. La sacro sainte règle de non ingérence dans les affaires intérieures demeure en vigueur. On préfère fermer les yeux sur ce qui se passe chez le voisin pour éviter d'être soi-même épinglé. La presse africaine commente aussi très peu la tragédie rwandaise. Ce constat de l'Afp mérite une nuance. Les médias africains disposent de peu de moyens pour dépêcher au Rwanda des envoyés spéciaux comme peuvent le faire les médias occidentaux. Quant aux intellectuels, l'Afp les trouve bien laconique. A leur décharge, signalons la lettre ouverte pour la paix au Rwanda. Lettre publiée à Genève par plusieurs personnalités africaines, parmi lesquelles Wole Soyinka, des juristes et des journalistes. Enfin des musiciens, comme Salif Keita et Manu di Bango, ont organisé la semaine dernière un concert à Paris en faveur des réfugiés rwandais. Il est vrai que c'est bien peu, bien peu, comparé à la mobilisation des Européens à propos du conflit de l'ex- Yougoslavie. »

666/ Afrique midi (1994 JAF 0150 C) - 30 mai 1994

P = Donaig Le Du

T = Ouverture ce matin à Kigali des négociations entre le FPR et les forces gouvernementales. Des négociations sur fond de combats. Le FPR encerclerait le camp de Kasiru, l'une des dernières places fortes de l'armée dans la capitale rwandaise.

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« C'est le brigadier général Marcel Gatsinzi qui conduit la délégation gouvernementale et le colonel Franck Mugambage celle du FPR... Pour venir au rendez-vous, la délégation gouvernementale a du franchir les lignes du FPR dans un

blindé de l'Onu. Depuis hier soir, des combats très violents se déroulent au centre ville... »

Itw de Paul Kagame (Monique Mas - trad. François Picard) :

Diffusée le matin

P : ... Monique Mas nous apprend à l'instant que 120 des réfugiés du stade Amahoro ont été évacués vers la zone contrôlée par les FAR. Evacuation en échange de celle des réfugiés de l'hôtel des Mille Collines...

Pap. d'Assane Diop :

Diffusé le matin

Invité : Michel Roussin, ministre français de la Coopération.

P : La France a été à plusieurs reprises accusée d'avoir soutenu le régime du président Habyarimana. Le FPR refuse tant l'envoi de casques bleus français dans ce pays que l'envoi d'armes françaises pour équiper les contingents onusiens. Nous avons donc demandé à Michel Roussin comment il réagissait à ces critiques.

Itw de Michel Roussin, ministre français de la Coopération (Donaig Le Du et Assane Diop) :

«Moi, je suis d'abord surpris par ces attaques parce que je ne vois pas pourquoi dans toutes ces affaires on montre la France du doigt alors que la France a toujours tout fait, enfin ce qui était dans ses possibilités, pour amener les uns et les autres à pouvoir s'organiser dans ce pays, toute tendance confondue. Et nous pensions qu'ayant inspiré le sommet d'Arusha... nous avons joué notre rôle ... Je trouve que c'est un très mauvais procès que l'on fait à la France. Je me souviens très précisément d'une lettre qu'avait adressée au président de la République le 1^{er} septembre dernier le président du FPR qui exprimait ses remerciements les plus sincères pour le rôle jouée par la France dans ces négociations, rôle d'observateurs.

(Q. de D. le D. : Monsieur le ministre, le FPR ne veut pas entendre parler aujourd'hui de soldats français au Rwanda, ne veut même pas entendre parler d'armes françaises qui seraient éventuellement utilisées par des contingents de casques bleus. Il y a quand même des accusations contre la France ?)

...Le FPR a radicalisé sa position, poursuit une offensive, des gains de terrain pour vraisemblablement s'asseoir le moment venu à une table de négociation... Si la communauté internationale est impuissante, nous, la France, on continue néanmoins à apporter, autant que nous le pouvons, une aide à ces réfugiés du Rwanda puisqu'on ne peut pas intervenir au Rwanda même. Une aide très importante... Nous poursuivons un pont aérien qui fonctionne déjà depuis trois semaines... La

France joue tout à fait son rôle. Ce que je souhaite, c'est que la communauté africaine va se réveiller, va condamner ce génocide...

(Q. de D. le D. : Monsieur le ministre, il est bien entendu évident que la France fait un énorme effort humanitaire en ce moment mais revenons sur le FPR, quels sont les griefs du FPR ?)

Qu'est-ce qui vous intéresse, qu'est-ce qui vous intéresse madame ? Est-ce que c'est le sort de ces populations... ou c'est une analyse politique finalement mais plus d'actualité finalement. Ce qui est d'actualité, c'est qu'enfin les belligérants s'arrêtent... Les motivations du FPR ou des autres tendances, c'est le problème des Rwandais. La France, elle, n'est pas engagée là dedans. La politique de la France a toujours été de faire en sorte que cette affaire africaine se traite entre Africains...

(Q. d'A. D. : Monsieur le ministre, vous dites que c'est une affaire dont les Africains devraient se préoccuper. Cela dit, vous avez soutenu les accords d'Arusha. Mais est-ce qu'en tant que parrain, vous ne vous êtes pas retiré trop tôt, vous n'auriez pas dû attendre que ce gouvernement d'union nationale se compose ?)

Pas du tout puisque cela faisait partie des accords même d'Arusha...

(Q. d'A. D. : Est-ce que ce n'est pas trop court que de dire, comme on le dit en Occident, que c'est un conflit ethnique ? C'est quand même davantage politique ? Et lorsque l'on charge la France, il s'agit notamment des 70 instructeurs militaires qui étaient toujours dans le cadre bien entendu de la coopération et jusqu'en mai dernier auprès de l'armée rwandaise, monsieur le ministre ?)

Non. D'abord le chiffre est faux. Le chiffre est totalement faux. Et ensuite, même s'il y avait 70 instructeurs, c'est pas ces gens-là qui déclenchent le carnage auquel on assiste. Nous avons une coopération. Elle était tout à fait légère. Dès lors que le dispositif Noroît a été démonté, que le relais a été pris par la Minuar, nous, nous n'avions plus aucun rôle que celui d'une coopération traditionnelle. Donc je crois que là c'est encore un second mauvais procès.

(Q. de D. le D. : Les agents de votre ministère, le ministère de la Coopération se sont émus du fait qu'un certain nombre d'employés rwandais de l'ambassade, du centre culturel français, etc., ait été laissé à une mort certaine ?)

Non, on n'a pas laissé les gens à une mort certaine. D'ailleurs, je vous arrêterai toute de suite. D'abord, ceux qui ont souhaitaient rentrer sont rentrés. Ensuite, des Français sont morts pour avoir protégé des Rwandais. J'ai perdu deux coopérants et l'épouse de l'un deux, qui ont été assassinés et découpés à la machette, pour avoir protégé dans leur villa des familles rwandaises avec lesquelles ils étaient très liés. Et je crois que c'est la meilleure réponse que je peux vous faire. »

667/ Afrique soir (1994 JAF 0150 D) – 30 mai 1994

P = Edmond Sadaka

T = Accord ce soir entre le FPR et l'armée sur l'évacuation des civils et sur la reprise des pourparlers en vue d'un cessez le feu.

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« C'est le brigadier général Marcel Gatsinzi qui conduit la délégation gouvernementale et le colonel Franck Mugambage celle du FPR... Pour venir au rendez-vous, la délégation gouvernementale a dû franchir les lignes du FPR dans un blindé de l'Onu. Pour l'Onu, l'objectif de cette rencontre, c'est de parvenir à un cessez le feu. Il en a donc été question ce matin mais comme un principe de base. En revanche, les deux parties se sont engagées à coopérer avec l'Onu pour la poursuite de l'évacuation des civils réfugiés en zone dangereuse. D'ailleurs aujourd'hui, environ 250 réfugiés du stade Amahoro ont été transportés en zone gouvernementale... En retour, 250 réfugiés de l'hôtel des Mille Collines ont été transférés en zone FPR. Mais l'hôtel continue à se remplir de nouveaux réfugiés... »

Itw de Michel Roussin, ministre français de la Coopération (Donaig Le Du et Assane Diop) :

Diffusée à midi

Extrait diffusé :

«Moi, je suis d'abord surpris par ces attaques parce que je ne vois pas pourquoi dans toutes ces affaires on montre la France du doigt alors que la France a toujours tout fait, enfin ce qui était dans ses possibilités, pour amener les uns et les autres à pouvoir s'organiser dans ce pays, toute tendance confondue. Et nous pensions qu'ayant inspiré le sommet d'Arusha... nous avons joué notre rôle ... Je trouve que c'est un très mauvais procès que l'on fait à la France. »

P : Le FPR a réagi à l'interview de Michel Roussin. Dans un communiqué, le FPR conteste que les massacres soient une conséquence du retrait des troupes françaises en novembre dernier. Le FPR précise que plusieurs rapports ont fait état de massacres de civils à une époque et dans des régions où étaient présents des militaires français. Le mouvement rebelle se demande également comment la France peut expliquer qu'elle n'ait évacuée que des membres de l'ancien parti unique et refusait de protéger la famille du Premier ministre désigné par les accords de paix d'Arusha, fin de citation.

Invité : Jérôme Bastion, qui rentre d'Afrique centrale. Il s'est rendu dans de nombreux camps de réfugiés dans le nord du Burundi et de la Tanzanie, ainsi que dans le sud est du Rwanda, une zone reprise par les rebelles récemment.

Itw de Jérôme Bastion (Edmond Sadaka) :

« ...

(Q. d'E. S. : Que disent les réfugiés dans les camps à propos des massacres qui ont été commis au Rwanda ?)

Les témoignages dans les camps sont sur ce point éloquents. Les Tutsi ont tous fui dans des conditions dramatiques d'après ce qu'ils racontent tous. Des chasses à l'homme la plupart du temps. Et la plupart de ces Tutsi ont perdu la majorité des

membres de leur famille. Les Hutu eux, puisqu'il faut séparer les Rwandais en ces deux genres, les Hutu ont souvent fui avec certains bagages, un bagage minimum certes mais avec quelques bagages, et n'ont pas connu directement les violences. Il semble que généralement, ils ont fui avant l'arrivée des troupes rebelles du FPR, dont on leur avait amplement fait une sinistre publicité. Il y en fin beaucoup moins de blessés chez ces derniers, chez les Hutus que chez les Tutsi.

(Q. d'E. S. : Comment les choses se passent-elles concrètement dans les régions abandonnées par la population qui sont donc maintenant tenues par le FPR ?)

Ces régions sont complètement désertes. Qui s'y promène rencontre des maisons brûlées ou soigneusement fermées, des champs en friche et des troupeaux à l'abandon. Mais aussi, ça et là, des charniers importants, parfois plusieurs centaines de personnes... »

- Journaux Afrique du 31 mai 94 (1994 JAF 0131)

668/ Afrique matin (1994 JAF 0151 A)

P = Philippe Leymarie

T = Accord entre le FPR et l'armée sur l'évacuation des civils et sur la reprise des pourparlers en vue d'un cessez le feu.

Pap. de Chantal Lohro :

«...Les deux parties ont reconnu que la population devait être libre de se déplacer...Quant à un cessez le feu, le principe en a été accepté par les deux belligérants. Mais le FPR a posé des conditions à la reprise jeudi des pourparlers. Le représentant des rebelles a exigé, je cite, la fin des massacres planifiés par les gens au pouvoir et l'arrêt des appels au meurtre de Tutsi lancés sur les ondes de la radio par la majorité hutue...En privé, les responsables de l'Onu se montre sceptique sur l'instauration d'un véritable cessez le feu. D'autant que la fin des pourparlers a aussitôt été ponctuée par des tirs de mortier et de mitrailleuse dans toute la capitale. »

Itw de Michel Roussin, ministre français de la Coopération (Donaig Le Du et Assane Diop) :

Extrait déjà diffusé la veille au soir

«Moi, je suis d'abord surpris par ces attaques parce que je ne vois pas pourquoi dans toutes ces affaires on montre la France du doigt alors que la France a toujours tout fait, enfin ce qui était dans ses possibilités, pour amener les uns et les autres à pouvoir s'organiser dans ce pays, toute tendance confondue. Et nous pensions qu'ayant inspiré le sommet d'Arusha... nous avons joué notre rôle ... Je trouve que c'est un très mauvais procès que l'on fait à la France. »

669/ Afrique midi (1994 JAF 0151 C) - 31 mai 1994

P = Donaig Le Du

T = Les Nations unies viennent de décider de suspendre toutes leurs opérations au Rwanda. C'est la conséquence de la mort ce matin d'un casque bleu par un éclat d'obus. Les Nations unies qui avaient annoncé auparavant qu'elles enquêtaient sur le massacre de 500 personnes il y a deux jours à une soixantaine de kilomètres au sud de Kigali.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«Il est inhumain de demander à quelqu'un de sortir alors qu'il voit que son ami est tombé, vient de déclarer le vice-commandant de la Minuar pour justifier la suspension de toutes les opérations de l'Onu. Jusqu'à ce que la situation soit stabilisée, il n'y aura plus aucun mouvement ni d'officiers, ni de convois, a précisé la Minuar après la mort de ce douzième casque bleu. Concrètement, cela signifie l'arrêt de l'évacuation de centaines de civils... »

Invité : René Degni-Ségui, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour le Rwanda.

Itw de René Degni-Ségui (Jean Karim Fall) :

«...J'appréhende cette lourde responsabilité. Je pense que la tâche va être très, très difficile...

(Q. de J. K. F. : Vous êtes rapporteur spécial des Nations unies pour le Rwanda. Concrètement qu'est-ce que vous allez faire ?)

Je suis désigné pour enquêter. D'après le mandat que je viens de recevoir, je dois examiner si les faits se sont effectivement déroulés, quels sont les auteurs de ces faits, établir le lien entre ces faits et les personnes qui sont présumées être les auteurs...

(Q. de J. K. F. : L'année dernière, vous avez participé à une mission d'enquête internationale au Rwanda. Quelles ont été à l'époque vos conclusions ?)

Nos conclusions ont été de trois ordres. D'abord un génocide, ensuite des crimes de guerre et la paralysie de l'appareil judiciaire qui garantissait ainsi une impunité totale aux auteurs de ces massacres...

(Q. de J. K. F. : Comment interprétez-vous le silence de l'Afrique devant la tragédie rwandaise ?)

Je m'explique difficilement ce silence, qui, pour moi, ne peut être qu'un silence complice. Et je suis d'accord avec le secrétaire général des Nations unies pour dire que ce silence a du aider à aggraver la situation au Rwanda.

670/ Afrique soir (1994 JAF 0151 D) - 31 mai 1994

P = Edmond Sadaka

T = Les Nations unies suspendent toutes leurs opérations au Rwanda après la mort ce matin d'un casque bleu sénégalais. Il s'agit du douzième casque bleu tué depuis la reprise de la guerre civile.

P : ... Il a été abattu lorsqu'un obus est tombé à proximité de son véhicule dans un quartier de la capitale tenu par les forces gouvernementales. Les Nations unies attribuent l'attaque aux combattants du FPR et ont décidé de suspendre toutes leurs opérations dans le pays. Elles ont par ailleurs protesté auprès des différentes factions rwandaises contre la poursuite des massacres et cela à la suite d'informations selon lesquelles 500 personnes ont été tuées le week-end dernier dans des camps de la Croix rouge dans le sud.

Pap. de Dominique de Courcelles :

Diffusé à midi

Itw de Stanislas Mbonampeka, deuxième vice-président du parti libéral rwandais (Dominique de Courcelles) :

«La guerre ne pourra jamais être une solution. Même si le FPR était repoussé jusqu'à la frontière, pour mettre fin à la question rwandaise, il faudra des négociations. Si maintenant le FPR parvient à prendre tout le pays, il ne pourra jamais gouverner par la force. »

Juin 1994

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 1er juin 94 (1994 JAF 0152)

671/ Afrique matin (1994 JAF 0152 A)

P = Danielle Lefèvre

T = La mort d'un douzième casque bleu entraîne l'arrêt des évacuations des civils de Kigali. On attend le rapport de la Minuar sur le massacre de 500 personnes à Kabgayi.

Pap. de Chantal Lohro :

« Enveloppé dans le drapeau bleu des Nations unies, le cercueil du capitaine sénégalais a été acheminé hier par avion sur Nairobi. Agé de 32 ans, l'officier regagnait dans la matinée le QG de l'Onu dans le centre de Kigali quand un obus est tombé à un mètre et demi de sa jeep. Baye Diagne (?) a été mortellement touché au visage et dans le dos. D'après la Minuar, l'obus venait des lignes du FPR et était apparemment destiné à quatre soldats de l'armée rwandaise en faction à un barrage routier... »

Itw de Stanislas Mbonampeka, deuxième vice-président du parti libéral rwandais (Dominique de Courcelles) :

« Il faut que le FPR...et le gouvernement rwandais négocient l'application des accords de paix. Entre temps, chaque partie essaye de contrôler de son côté de faire cesser les massacres... »

(Q. de D. de C. : En tout cas, la solution passe par des négociations ?)

La solution passe par des négociations. La guerre ne pourra jamais être une solution. »

P : On a beaucoup parlé du peu d'intérêt soulevé par la dramatique situation au Rwanda en Afrique ou bien ailleurs. Hier à Abidjan, une association a vu le jour pour essayer de renverser la vapeur. « Action africaine pour le Rwanda », c'est son nom, veut mobiliser l'opinion et faire agir la solidarité africaine.

672/ Afrique midi (1994 JAF 0152 C) - 1^{er} juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Reprise des distributions de vivres aux civils à Kigali. Le reste des opérations de l'Onu est toujours suspendu.

P : ...Un porte-parole de la Minuar annonce que les casques bleus ne peuvent pas pour le moment confirmer les informations que nous vous donnions hier, les nouvelles faisant état du massacre de 500 personnes... Le Canada se déclare aujourd'hui disposé à envoyer un contingent de 300 casques bleus au Rwanda. C'est le premier pays occidental qui prend une telle décision.

Itw de Lucien Houedanou, coordinateur du collectif « Action africaine pour le Rwanda » (Jean Karim Fall) :

« Cette initiative c'est parce que nous avons constaté le silence pesant de l'opinion africaine et la passivité des chefs d'Etat africains, qui, à notre avis, ne participent pas aux efforts qui sont faits par la communauté internationale pour mettre fin à la guerre au Rwanda.

(Q. de J. K. F. : Comment expliquez-vous cette indifférence quasi générale vis-à-vis du Rwanda en Afrique ?)

Je la situerais à deux niveaux. Au niveau des chefs d'Etat, cette habitude naît d'une exploitation malsaine du principe de la non ingérence dans les affaires intérieures... Au niveau de la population, il me semble qu'il y a un silence mais je ne sais pas si c'est effectivement une indifférence. Quand on les approche individuellement, les gens se sentent concernés par ce qui se passe au Rwanda... »

- Journaux Afrique du 2 juin 94 (1994 JAF 0153)

673/ Afrique matin (1994 JAF 0153 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Reprise en principe aujourd'hui des discussions entre les états major des deux camps...

Pap. d'Addala Benraad :

« Les combats sur la route principale entre Kigali et la frontière burundaise empêchent l'acheminement de l'aide vers Gitarama, où se trouvent des centaines de milliers de personnes déplacées. Après la mort d'un Sénégalais, le général Dallaire a donc rencontré les chefs du FPR pour obtenir des assurances quant à la sécurité des casques bleus. Premier résultat après un entretien avec Paul Kagame, le général

Dallaire a indiqué que le FPR s'était engagé à éviter de tirer sur les civils. Par ailleurs, pour la première fois, le président ougandais a affirmé que de jeunes Ougandais participaient au conflit aux côtés du FPR mais qu'il n'y avait eu aucun autre lien entre le gouvernement et le mouvement rebelle... »

P : Les enquêteurs de la Minuar qui se sont rendus au camp de Kabgayi, où des massacres avaient été signalés ce week-end, sont rentrés sans pouvoir dire exactement ce qui s'est passé là-bas. Selon le chef de la Minuar, les enquêteurs ont constaté que des gens étaient emmenés et tués. Ils ont vu quelques cadavres mais pas 500 comme cela avait été annoncé.

674/ Afrique midi (1994 JAF 0153 C) - 2 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Les pourparlers entre le FPR et les FAR ont repris ce matin sous l'égide des Nations unies. Les combats continuent pourtant, tant à Kigali qu'autour de Gitarama et de Butare. Le FPR encercle les forces gouvernementales.

P : ...Les représentants des deux parties se sont retrouvés ce matin à l'hôtel Amahoro avec les représentants de la Minuar.

Pap. de Muriel Pomponne :

« Les Nations unies espèrent obtenir enfin une trêve permettant aux casques bleus de reprendre dès aujourd'hui leurs évacuations de civils... Il est clair que le FPR qui est en position de force ne voudra sans doute pas signer un cessez le feu... Le général Dallaire a demandé de l'aide aux Etats-Unis du matériel militaire pour évacuer les civils... L'Unicef a lancé un appel urgent aux donateurs pour réunir 5 millions de dollars afin d'aider les réfugiés. Enfin la Croix rouge a décidé de tripler son aide au Rwanda, une aide surtout destinée aux déplacés. »

Itw de Marguerite Amodeo, responsable des missions d'urgence à l'Unicef (Kamel Djaidar) :

«... Il y a plus de 50% d'enfants qui ont moins de 12 ans. Il y a une quantité d'enfants orphelins étonnante. Dans le territoire maintenant contrôlé par le FPR, on parle de 5 000 à 8 000 orphelins. Il y a eu énormément d'enfants qui ont été atteints par les atrocités. Dans le nord du Rwanda, on a entendu qu'il y a des enfants qui ne peuvent plus parler, tellement traumatisés par la situation, par ce qu'ils ont vu... »

675/ Afrique soir (1994 JAF 0153 D) - 2 juin 1994

P = Yves Rocle

T = FP et armée gouvernementale se remettent d'accord pour permettre l'évacuation des réfugiés. Les combats se poursuivent. Selon l'Onu, c'est maintenant la famine qui guette le pays.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«L'évacuation des civils et la distribution de vivres doivent reprendre dès demain matin, a déclaré un des porte paroles de l'Onu ... Par contre, il n'y a pas eu d'accord de cessez le feu... « Nous continuerons à nous battre, a déclaré le FPR, nous pouvons gagner cette guerre »... Un million de personnes, peut être deux millions, sont menacées de famine dans le sud du pays, a estimé un responsable du PNUD... »

P : ... C'est maintenant le lac Kivu qui est pollué par les victimes des massacres. Ce lac est la seule source d'eau potable pour de nombreux habitants de l'est du Zaïre.

- Journaux Afrique du 3 juin 94 (1994 JAF 0154)

676/ Afrique matin (1994 JAF 0154 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Seul résultat de la rencontre hier entre les états major des belligérants : la reprise de l'évacuation des civils dès aujourd'hui. Toujours pas de trêve dans les combats.

P : M. Boutros-Ghali le constatait hier encore pour le déplorer bien sûr. Malgré les 250 000 à 500 000 personnes massacrées au Rwanda depuis près de deux mois, la communauté internationale est comme paralysée et regarde sans rien faire le pays se désagréger...

Pap. de Dominique de Courcelles :

« Ni accord, ni même espoir d'accord de cessez le feu. Ce n'est pas une surprise. Le FPR est en position de force sur le terrain...Il est sur le point d'encercler Gitarama... Nous sommes capables de nous battre et de gagner cette guerre, a affirmé le représentant du FPR à l'issue des discussions. Selon le général ghanéen qui présidait la rencontre, les principaux obstacles au cessez le feu viennent du FP, qui pose toujours comme préalable l'arrêt immédiat des massacres dans les zones gouvernementales. En revanche, les belligérants se sont entendus pour coopérer avec les casques bleus pour l'évacuation des civils bloqués en zones gouvernementale et